



POINTE-NOIRE

Denis Sassou N'Guesso lance le chargement de la première cargaison de gaz

Le chef de l'État, Denis Sassou N'Guesso, a lancé le 7 février, dans la capitale économique, le chargement de

la première cargaison du gaz naturel liquéfié (GNL) de la compagnie Eni-Congo. D'une capacité de 2400 millions



de tonnes, cette cargaison portera la production nationale du GNL à 3000 millions de tonnes par an.

[Page 16](#)

PRÉSIDENTIELLE 2026

Frédéric Bintsamou renonce à se présenter



Le Conseil national des républicains (CNR), présidé par Frédéric Bintsamou, dit pasteur Ntoumi, a annoncé, au cours d'un point de presse, sa non-participation à l'élection présidentielle de mars 2026. Selon le secrétaire national à l'organisation du CNR, Philippe Ané, cette décision se justifie par « l'absence des conditions d'organisation d'une élection libre et transparente ».

[Page 5](#)

SANTÉ

Le gouvernement s'engage à renforcer la lutte contre le cancer

Dans sa déclaration relative à la célébration de la Journée mondiale de lutte contre le cancer, le gouvernement a réitéré sa volonté de renforcer les capacités de dépistage précoce dans les districts sanitaires. « Les campagnes de dépistage, la surveillance régulière et la consultation médicale rapide en cas de symptômes sont des actions à intégrer dans les districts sanitaires. D'où la nécessité de rapprocher les structures de dépistage de la population », a indiqué la ministre Irène Marie-Cécile Mboukou-Kimbatsa, donnant lecture de la déclaration du gouvernement.

[Page 8](#)

tômes sont des actions à intégrer dans les districts sanitaires. D'où la nécessité de rapprocher les structures de dépistage de la population », a indiqué la ministre Irène Marie-Cécile Mboukou-Kimbatsa, donnant lecture de la déclaration du gouvernement.

CEMAC

La BDEAC consolide sa solidité financière



Le Conseil d'administration de la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC) a adopté une série d'orientations stratégiques destinées à renforcer sa solidité financière pour plus d'impact au sein de la Communauté économique et monétaire de

l'Afrique centrale (Cémac). L'institution financière sous-régionale prévoit d'accroître ses financements pour soutenir les projets structurants des États membres, notamment dans les secteurs d'infrastructures et de la transformation économique.

[Page 11](#)

Editorial

La terre en célébration

[Page 2](#)

ÉDITORIAL**La terre en célébration**

C'est le moins que l'on puisse dire de la mobilisation du jeudi 5 février dernier autour de la Grande foire agricole du Congo.

Depuis toujours, dans l'objectif de réduire les coûts d'importation des produits alimentaires de base, les pouvoirs publics ont misé sur la valorisation du travail de la terre. L'agriculture est déclarée «priorité des priorités», mais passer à l'acte est demeuré le défi de tous les défis. À la vérité, d'importants moyens ont été injectés dans ce secteur sans aboutir à de grands résultats.

Linadaptation de l'outil de travail, le dysfonctionnement des politiques mises en œuvre, le manque de suivi des mécanismes en expérimentation, le désintéressement des bras valides attirés par le désir de quitter les zones rurales pour les villes figurent parmi les causes des contreperformances invoquées.

À la Grande foire de Bambou Mingali à Ignié, dans le département du Djoué-Lefini, les acteurs agricoles, comme les autorités publiques, ont salué une initiative porteuse d'espoir. Et émis le voeu de voir cette première édition constituer le point de départ d'un challenge qui jamais plus ne s'arrêtera.

Des quatre coins du Congo ont accouru des personnes dont l'intérêt pour le travail de la terre rime avec les mots indépendance et souveraineté alimentaires. Les jeunes en font partie et l'ont démontré à travers l'exposition des produits de leur labeur et célébré ces accomplissements avec fierté. Ils méritent d'être soutenus.

Les Dépêches de Brazzaville

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAc)

Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice
Elion, Rominique Nerplat Makaya

Grand reporter : Nestor N'Gampoula

Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Roger Ngombé

Service Économie : Firmin Oyé (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Fiacre Kombo, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÉCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Durly Emilia Gankama (cheffe de service)

EMISSION « EN TÊTE-À-TÊTE » DE FRANCE 24**Thierry Moungalla reçu par Marc Perelman**

Le ministre de la Communication de la République du Congo, Thierry Moungalla, a répondu à l'invitation hebdomadaire « En tête-à-tête » de France 24 où Marc Perelman l'a reçu, le 3 février à Paris, en tant que l'un des dirigeants, des personnalités, des figures du monde politique, culturel de son pays.



Thierry Moungalla sur le plateau de France 24 à Paris, le 3 février 2026/DR
de l'ouverture de la campagne électorale» en République du Congo, sont purement diffamatoires et visent, selon Thierry Moungalla, à «salir pour salir».

L'entretien a permis également au ministre congolais de s'inscrire dans la continuité des avancées déjà obtenues par le comité ad hoc constitué des représentants du gouvernement et de ceux du pasteur Ntoumi afin de travailler dans la sérénité, «ce qui représente aujourd'hui la norme».

Mettant à profit son séjour parisien, Thierry Moungalla a visité les locaux du magazine Jeune Afrique.

Marie Alfred Ngoma

Cet entretien, accordé à France 24 le 3 février à Paris, a porté l'essentiel du temps sur les accusations de l'autorité norvégienne de lutte contre la criminalité économique visant le président Denis Sassou N'Gesso. Thierry Moungalla s'est exprimé sur le fond et la forme en répondant au journaliste qu'il les qualifiait de «boule puante».

Le président congolais, Denis Sassou N'Gesso, et des membres de sa famille sont soupçonnés d'avoir reçu 25 millions de dollars en pots-de-vin dans le cadre de l'obtention de permis pétroliers.

Ces allégations, publiées «à quelques jours

Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga

Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo

Chef de service diffusion : Guylin Ngossima Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulan, Bob Sorel Moumbélé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete

Coordonnateur : Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate Mbenguet Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAc

Agence d'Information d'Afrique centrale www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Gesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. : +242 05 200 6565,

eMail : contact@inc-sa.com, site Internet www.inc-sa.com

GOUVERNANCE

Le Parlement congolais prêt à collaborer avec le Maep

Poursuivant sa série de rencontres avec les autorités congolaises, la directrice générale du secrétariat continental du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (Maep), Marie-Antoinette Rose Quatre, a échangé, le 3 février à Brazzaville, respectivement avec le président du Sénat, Pierre Ngolo, et celui de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba.

Fidèle à sa volonté de dialoguer pour accélérer la mise en œuvre des standards de bonne gouvernance en Afrique, la directrice générale du secrétariat continental du Maep, Marie-Antoinette Rose Quatre, a rencontré les présidents des deux chambres du Parlement. Les échanges entre eux ont permis de souligner le rôle fondamental du pouvoir législatif dans le processus du Maep, notamment en matière de contrôle de l'action publique, d'adoption des réformes et de suivi de leur mise en œuvre.

Le Sénat et l'Assemblée nationale constituent, à son égard, des acteurs-clés de l'appropriation nationale du Maep. «*Leur implémentation renforce la crédibilité du processus du Maep et assure une meilleure traduction des recommandations aux réformes légis-*



Marie-Antoinette Rose Quatre reçue par Pierre Ngolo / DR...

latives et institutionnelles concrètes», a déclaré Marie-Antoinette Rose Quatre. Depuis sa prise de fonction en juin 2024, la revitalisation du Maep constitue l'une des priorités stratégiques du secrétariat continental, en particulier dans les pays comme le Congo où ce processus se trouve à un

moment déterminant. La directrice générale du Maep a reçu, à cet effet, l'approbation tour à tour des présidents Pierre Ngolo et Isidore Mvouba pour une collaboration franche avec son institution afin de garantir le déploiement effectif de ce mécanisme au niveau national. «*Leur*



...Ici, la poignée de main avec Isidore Mvouba / DR

représentation au sein de la Commission nationale d'auto-évaluation du Maep est le gage d'un processus inclusif, équilibré et durable», a-t-elle souligné. Pour rappel, créé en 2003 par le Comité des chefs d'Etat et de gouvernement, le processus du Maep, dont l'application par les pays africains était

d'un commun accord, a pour but d'évaluer et de réviser systématiquement la gouvernance en Afrique afin de promouvoir la stabilité politique, l'intégration économique au niveau sous-régional et continental, la croissance économique et le développement durable.

Jean Pascal Mongo-Slyhm

LE FIN MOT DU JOUR

La fracture libyenne

Ouvrée dans le sillage des printemps arabes au début de la décennie 2010, la fracture libyenne peine à se refermer. La preuve en a été donnée, le 3 février dernier, quand un commando a attenté mortellement à la vie de Seïf al-Islam Kadhafi. Le fils de l'ex guide libyen, Mouammar Kadhafi, a connu le même sort violent que son illustre père emporté pendant la guerre fratricide qui suivit l'intervention de puissances extérieures décidées à lui régler son compte.

Recherché, jugé et condamné pour le rôle qu'il joua dans les moments de délitement de la nation libyenne, Séïf al-Islam avait été libéré en 2017 après deux ans d'emprisonnement. Il s'était alors lancé en politique et s'était porté candidat à l'élection présidentielle de 2021 dans son pays.

Le rendez-vous n'eut pas lieu à l'instar de bien d'autres pris par les factions libyennes qui tentent ces dernières années mais en vain de trouver une voie de sortie de crise.

Si la mort tragique du fils le plus en vue de Mouammar Kadhafi n'a pas déclenché des violences supplémentaires dans une Libye qui n'en a que trop souffert, elle ravive les inquiétudes sur les conséquences qu'elle pourra entraîner.

Au cas, en effet, où l'enquête ordonnée à la suite de ce

drame se conclurait par la désignation de coupables ou de leurs éventuels commanditaires, l'on ne saurait prévoir la riposte des partisans du clan Kadhafi.

Mais quels que soient les scénarios, l'assassinat de Séïf al-Islam est une épine de plus dans le pied de la médiation du Comité de haut niveau de l'Union africaine dont la présidence est assurée par le chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Gesso.

Les condamnations en chaîne de l'exécution brutale de Séïf Kadhafi relaient la crainte de voir la Libye s'embraser à nouveau.

Chacun sait, par ailleurs, qu'à côté des revendications légitimes du peuple de ce pays, des forces non-libyennes ont joué sur plusieurs tableaux pour amplifier les divisions internes et au final consacrer la partition de fait du pays.

Dans ce contexte, l'absence d'un projet d'unification des deux gouvernements en place à Tripoli et à Benghazi éloigne la perspective d'une réconciliation nationale par voie d'élections. Cette posture de guerre larvée est propice aux sorties de route dramatiques, celle ayant visé le fils de Kadhafi en étant une patente illustration.

Gankama N'Siah

DROITS DE L'HOMME

Le Sénat et la CNDH envisagent de créer un cadre de concertation

La chambre haute du Parlement congolais et la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) sont disposées à consolider leur collaboration à travers la création d'un cadre de concertation.

La délégation de la CNDH, conduite par son président, Casimir Ndomba, a présenté le 6 février au président du Sénat, Pierre Ngolo, le projet qui s'inscrit dans le cadre des rapports entre les institutions de la République, jugé important par les deux parties. « Nous avons naturellement discuté des questions d'intérêt général ayant un rapport avec les droits de l'homme. En cela, nous avons voulu voir, avec le président du Sénat, la possibilité de mettre en place un cadre de concertation et de collaboration pour traiter des questions en rapport avec notre champ d'action, c'est-à-dire les droits de l'homme », a expliqué le rapporteur de la CNDH, le Pr Godefroid Moyen, à la presse.

Selon lui, le Sénat a un double rôle à jouer. Le premier est



La délégation de la CNDH posant avec le président du Sénat et ses collaborateurs/DR

celui du Conseil de la République et le second concerne la modération. « En ce sens, le Sénat doit naturellement être en contact avec la Commission nationale des droits de l'homme qui peut

proposer des pistes d'amélioration des politiques telles qu'elles sont conçues dans le cadre de la législation nationale », a poursuivi le rapporteur de la CNDH, au sortir de cette audience de

présentation des civilités au président du Sénat.

Il a rassuré, par ailleurs, que la délégation de la CNDH a eu affaire à une oreille très attentive du président du Sénat qui connaît bien les ques-

tions des droits de l'homme. « Le président du Sénat a été totalement réceptif à notre demande et nous en sortons très satisfaits », a conclu Godefroid Moyen.

Parfait Wilfried Douniama

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

L'ART
dans toutes ses
expressions de la
TRADITION
la MODERNITÉ

Expositions et projections :

- Sculptures**
- Peintures**
- Céramiques**
- Musique**

Horaires d'ouvertures :

Du Lundi au Vendredi : 9H-17H

Samedi : 9H-13H

Siège social : 84 Bd Denis-Sassou-N'Gesso,
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo

PRÉSIDENTIELLE DE MARS 2026

Frédéric Bintsamou ne sera pas candidat

Les raisons de la non-présentation de la candidature de Frédéric Bintsamou dit pasteur Ntumi à l'élection présidentielle des 12 et 15 mars prochains ont été données le 6 février, au cours d'un point de presse animé à Brazzaville par le secrétaire national à l'organisation, des relations avec les autres partis et de la formation politique du Conseil national des républicains (CNR), Philippe Ané.

Entouré de Franck Euloge Mpassi, Bintsh Prédestinée, Jean Gustave Ntondo et de Firmin Mayembo, Philippe Ané a annoncé que le CNR ne présentera pas de candidat à la prochaine élection présidentielle. Il a évoqué, entre autres raisons, l'absence des conditions pouvant conduire à l'organisation d'une élection libre et transparente. Il s'agit notamment de la non-intégration de la biométrie ; la non annulation du vote par anticipation de la force publique ; la non intégration du vote de la diaspora congolaise ; la non recomposition de la Commission nationale électorale indépendante (CNEI), ainsi que l'absence totale et réelle de son indépendance.

« En plus, tenant compte des événements tragiques survenus le 11 janvier 2026 à Mindouli, dans le département du Pool, événements que le CNR et son président regrettent profondément, avec pour conséquences graves les pertes en vies humaines. Les bombardements par quatre hélicoptères de combat du village Mihété et de la résidence du président du CNR dans le



district de Vindza, au moment où les fidèles étaient en plein culte dominical, le dimanche 25 janvier, ont restreint la liberté de mouvement du président du CNR », a rappelé Philippe Ané.

Le CNR a aussi parlé du non-res-

pect des engagements pris par le gouvernement découlant de l'accord de cessez-le-feu et de cessation des hostilités du 23 décembre 2017, notamment la réinsertion professionnelle de Frédéric Ntumi Bintsamou. Selon le chargé de l'organisation du CNR, le non-respect de ces engagements ne permet pas à leur président de jouer pleinement son rôle de partenaire de paix en se déployant véritablement comme acteur politique à travers tous les départements du pays.

« Dans ces conditions et pour éviter que la paix ne soit perturbée sous le fallacieux prétexte de l'éventuelle candidature du président du CNR, nous avons décidé que la cohésion sociale, la quiétude, la paix et la sécurité de tous et de chacun doivent être préservées. Au-dessus de tout, le CNR et son président se permettent de remercier tous ceux des Congolais qui nous ont fait confiance, qui nous ont soutenus, qui se sont engagés ici et là au Congo comme à l'étranger en appelant à la candidature du président du CNR », a poursuivi Philippe Ané.

C'est ainsi que le CNR exhorte les Congolais à faire preuve de patriotisme en plaçant le Congo au-dessus. Il a invité, par ailleurs, tous à travailler davantage pour que le CNR puisse éclore et envisager avec sérénité les échéances électorales futures. « Par ailleurs, le CNR et son président demandent au gouvernement de créer les conditions permissives du vivre ensemble en privilégiant le dialogue comme seul moyen de règlement des différends. Le CNR et son président réaffirment leur attachement aux idéaux de paix, de justice, de démocratie et de l'unité nationale », a conclu le secrétaire national à l'organisation, des relations avec les autres partis et de la formation politique du CNR, sans donner d'autres détails. Notons qu'après avoir soutenu le candidat Guy Brice Parfait Kolelas à l'élection présidentielle de 2016, Frédéric Ntumi Bintsamou avait renoncé au scrutin de 2021. Enfin d'année dernière, il avait manifesté ses intentions de participer à l'élection de mars 2026 avant de revenir sur sa décision.

Parfait Wilfried Douniama

Le MAR prêt à accompagner le candidat Denis Sassou N'Guesso

Un meeting de soutien du Mouvement action et renouveau (MAR) au candidat Denis Sassou N'Guesso a été organisé, le 5 février à l'auditorium du Port autonome de Pointe-Noire, peu après sa déclaration solennelle de candidature au scrutin présidentiel des 12 et 15 mars prochains.

En présence de Jean-François Kando, président départemental de la majorité présidentielle à Pointe-Noire; de Maurice Mavoungou, membre du Bureau politique, commissaire politique près la fédération MAR de Pointe-Noire; des cadres et responsables du MAR; des représentants des partis de la majorité présidentielle; des militants et sympathisants, le MAR a initié la rencontre pour manifester sa volonté indéfectible à soutenir le candidat Denis Sassou N'Guesso pour une victoire éclatante en mars prochain. Ainsi, femmes, jeunes, cadres et responsables du parti se sont exprimés dans ce sens.

Après le mot de bienvenue de Noël Malela, président du MAR de l'arrondissement 1, Emery-Patrice-Lumumba, Véronique Loembet Nitou, au nom des femmes du parti, a dit que celles-ci sont debout, mobilisées et prêtes à prendre activement part à la victoire le 15 mars prochain. « Nous nous engageons à mobiliser dans nos familles, dans les marchés, dans les quartiers, dans les associations et dans les villages pour porter votre message. Vous pouvez compter sur les femmes du MAR. Nous sommes à l'avant-garde de la mobilisation

pour une victoire dès le premier tour, parce que le Congo a encore besoin de votre main rassurante », a-t-elle assuré.

Pour Durel Lobo Itoua, au nom des jeunes du MAR, « Le Congo a besoin de l'expérience, de la vision et la sagesse d'un homme d'Etat ». Il a ajouté: « Nous sommes prêts à mobiliser, à convaincre, à défendre votre candidature sur le terrain dans les quartiers, dans le pays et dans les urnes ».

Saluant l'apport de Denis Sassou N'Guesso qui de tout temps œuvre pour la stabilité, l'unité et la paix, Victor Beli, au nom des cadres et militants du parti, a renchéri en appelant à une campagne électorale apaisée et respectueuse des institutions, de la loi et des valeurs républicaines.

Pour Christian Didas Bongolot, président départemental du MAR Pointe-Noire, « Le MAR a été la première formation à réclamer la candidature du président de la République, le 27 juillet 2025. Ainsi, nos militants sont en alerte. Ils sont mobilisés car notre candidat a déjà donné le signal ». En prenant acte de toutes les déclarations faites au cours de la rencontre, Maurice Mavoungou,



La tribune lors du meeting du MAR en soutien à la candidature du président Denis Sassou N'Guesso/Adiac

membre du Bureau politique, commissaire politique près la fédération MAR de Pointe-Noire, a indiqué: « Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, vient de déclarer sa candidature. Ce qui nous reste à faire, nous MAR et les partis de la majorité présidentielle, est de traduire dans les faits non seulement tout ce qui a été dit ici par les jeunes, les femmes et les cadres et militants, mais également par l'engagement pris le 2 février dernier à Mpila, au siège du Parti congolais du travail, par les responsables de la majorité présidentielle. L'engagement solennel a été pris donc pour accompagner le président de la République de façon à ce que non seulement il puisse gagner mais que ses suffrages dépassent ceux de l'élection présidentielle précédente. Par ailleurs, nous voulons appeler la base militante du MAR pour qu'elle aille à la rencontre maintenant de la population pour écouter, pour recueillir son

espérances et répondre à ses inquiétudes. Nous allons le faire dans l'unité, la cohésion, la discipline et la solidarité. Nous attendons donc le mot d'ordre de la pré campagne et de la campagne qui nous sera donné par les instances habilitées ».

Signalons que 1875 nouveaux membres ont adhéré récemment à ce parti. Un échantillon d'entre eux a été présenté et a reçu des écharpes, symbole de leur adhésion.

Hervé Brice Mampouya



GROUPEMENT INTERBANCAIRE MONÉTIQUE DE L'AFRIQUE CENTRALE (GIMAC)

APPEL D'OFFRE POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET CONSEILS EN RESSOURCES HUMAINES

Référence N°...../GIMAC/DG/2026

Le Groupement Interbancaire Monétique de l'Afrique Centrale (GIMAC) lance un appel d'offre pour le recrutement d'un cabinet conseil en ressources humaines.

Retrait du dossier d'appel d'offres

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au GIMAC annexe de Bastos derrière l'Ambassade de Chine à Yaoundé, aux jours et heures ouvrables, sur présentation du reçu de paiement de la somme de deux cent cinquante mille (250 000) FCFA soit trois cent quatre-vingt et un (381) euros sur le compte bancaire ci-dessous :

Compte BICEC : RIB 10001 06860 51583260001 -26

Réponse aux questions des soumissionnaires

Pour toute demande d'informations complémentaires, merci de nous contacter à l'adresse ci-dessous :

recrutement@gimac-afr.org

Réception des dossiers

Les offres doivent être déposées sous plis fermés en cinq (05) exemplaires, une (01) copie originale et une (01) copie numérique sur support magnétique au siège du GIMAC sis aux Services Centraux de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale, au plus tard le 25 février 2026 à 13 heures (GMT+1).

L'enveloppe doit porter la mention

Référence N°...../GIMAC/DG/2026

Naito NADJITA M'BAIREBE

Chef de Département Administratif
et Financier

Guy Noël LONDONGO

Le Directeur Général Adjoint

ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL

Le programme Trésor en voie d'être validé

Les cadres des ministères bénéficiaires du programme de Transformation de l'éducation par le renforcement de l'offre et des systèmes d'orientation et de régulation (Trésor) participent, depuis le 2 février à Brazzaville, à un atelier de finalisation et de validation technique du manuel d'exécution du programme et d'appropriation des outils de gestion par les bénéficiaires, les parties prenantes ainsi que les organes d'accompagnement.

Présidé par le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Jean-Luc Mouthou, l'atelier a pour objectif de mettre en place les outils de travail, de s'approprier les dix appareils nécessaires pour son fonctionnement par ses organes de contrôle, parmi lesquels le Manuel d'exécution programme (MEP) élaboré par les cadres du ministère.

Il s'agira pour les parties prenantes, représentées par plusieurs ministères bénéficiaires et d'accompagnement, de présenter de manière schématique les étapes clés, les responsabilités, les délais et ses éléments constitutifs, à savoir ses ressources et données finales afin qu'elles aient la même compréhension des enjeux mis en place pour l'exécution du programme.



Le MEP fournit un cadre formel d'exécution des opérations techniques, administratives,

comptables, financières, y compris la passation des marchés. Il définit comment atteindre

les objectifs du programme Trésor, clarifie les rôles, optimise les ressources, facilite

« Il sert de guide pour les équipes en assurant la cohérence, l'efficacité et la continuité des opérations. C'est la référence pour la formation et les audits du projet »

Le ministre et les participants à l'atelier/Adiac le suivi et le contrôle. « Il sert de guide pour les équipes en assurant la cohérence, l'efficacité et la continuité des opérations. C'est la référence pour la formation et les audits du projet », a souligné le ministre Jean-Luc Mouthou.

Jean Pascal Mongo-Slyhm

LUTTE CONTRE LA DÉLINQUANCE

Adolphe Mbou Maba échange avec Abdourahamane Diallo

Le haut-commissaire à la Justice restaurative, à la Prévention et au Traitement de la délinquance juvénile, Adolphe Mbou Maba, a reçu, le 3 février à Brazzaville, le coordinateur résident du système des Nations unies, Abdourahamane Diallo. Les échanges entre les deux personnalités ont porté sur l'apport technique et financier de cette institution internationale dans la lutte contre la délinquance au Congo.

L'entretien entre les deux personnalités a permis de mettre en lumière les solutions nécessaires visant à éradiquer la délinquance juvénile à travers plusieurs approches axées sur la collecte des données fiables et actualisées; des interventions ciblées sur les jeunes et un renforcement durable des capacités institutionnelles et partenariales. Pour le haut-commissaire à la Justice restaurative, Adolphe Mbou Maba, cette démarche entreprise servira à reconstruire et à réinsérer les jeunes délinquants dans la société sans risque de récidive.

Cela traduit une volonté pour l'institution en charge de la jeunesse urbaine de passer des actions ponctuelles à une stratégie structurée, fondée sur les données centrées sur les jeunes et portée par des institutions ainsi que des partenariats renforcés. D'où, la collaboration avec le système des Nations unies pour un accompagnements techniques et financiers



Le haut-commissaire et le coordinateur des systèmes des Nations unies/DR

dans ce domaine.

A cet effet, le chef de mission des Nations unies, Abdourahamane Diallo, a réaffirmé sa disponibilité à accompagner de façon coordonnée, avec les différents avantages comparatifs des agences de l'ONU, le programme de prévention.

Ce pilier gouvernemental, validé et doté d'un plan d'action avec l'appui des Nations unies, repose sur un cadre transversal mobilisant les ministères de la Justice, de l'Intérieur, de l'Education et des Affaires sociales. « c'est une priorité pour nos structures d'accompagner le pays pour dresser cette problématique de la jeunesse, en particulier la délinquance juvénile et toutes les mesures dont la justice réparatrice et la réinsertion des jeunes délinquants », a-t-il indiqué. Il a rappelé qu'un accompagnement est apporté, par ailleurs, au ministère de la Jeunesse pour la finalisation du Centre d'Auberville.

J.P.M.S.

LUTTE CONTRE LE CANCER

Rapprocher les structures de dépistage de la population

Dans sa déclaration relative à la célébration de la Journée mondiale de lutte contre le cancer, lue par la ministre des Affaires sociales, de la Solidarité et de l'Action humanitaire, Irène Marie-Cécile Mboukou-Kimbtasa, le gouvernement a réitéré sa volonté de renforcer les capacités de dépistage précoce dans les districts sanitaires pour une meilleure prise en charge des malades sans distinction de lieu et de statut.

« Les campagnes de dépistage, la surveillance régulière et la consultation médicale rapide en cas de symptômes sont des actions à intégrer dans les districts sanitaires. Cela signifie rapprocher les structures de dépistage de la population et briser les tabous qui entourent le cancer », a indiqué la ministre Irène Marie-Cécile Mboukou-Kimbtasa, donnant lecture de la déclaration du gouvernement. Et d'ajouter : « Aujourd'hui, il est inacceptable qu'il y ait des vies perdues faute de diagnostic précoce ».

Au-delà de la prise en charge, la prévention est notre meilleure arme, a-t-elle poursuivi, en appelant à adopter des comportements saints, à favoriser une alimentation équilibrée, à pratiquer une activité physique régulière, à éviter



La ministre faisant la déclaration/Adiac

le tabac et l'excès d'alcool. « Il s'agit là des gestes simples mais essentiels pour réduire le risque », a souligné la ministre des Affaires sociales, de la Solidarité et de l'Action humanitaire.

« Ensemble, pouvoirs publics, partenaires au développement, société civile, organisations non gouvernementales de lutte contre le cancer, nous devons non seulement soutenir la prévention mais aussi garantir la détection du cancer le plus tôt possible. C'est de cette union de force que naîtront l'espoir et les vies sauvées », estime le gouvernement dans sa déclaration. Il précise, par ailleurs, que l'engagement collectif doit garantir que chacun bénéficie d'un accompagnement médical de qualité.

Rominique Makaya

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'UDSN bâtit une corrélation de développement avec les entreprises

Les travaux du forum Université Denis-Sassou-N'Gesso (UDSN)-monde du travail, achevés le 4 février à Brazzaville, ont permis de bâtir une stratégie de développement de cet établissement pour les cinq années à venir.

Trois cent vingt-trois participants, notamment étudiants, organismes diplomatiques, partenaires techniques et financiers ainsi que des organisations régionales et internationales ont pris part au forum. Le thème ayant été « Université Denis-Sassou-N'Gesso -monde du travail », les échanges ont porté trois jours durant sur l'insertion professionnelle des étudiants finalistes; cette université se voulant être une référence continentale.

Dans son discours d'ouverture des travaux, la ministre de l'Enseignement supérieur, Edith Delphine Emmanuel, représentant le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a souligné la nécessité d'ouvrir l'université à la communauté et au monde du travail. « Le partenariat multiforme université-société-entreprise s'impose indéniablement comme la nouvelle vulgate des établissements d'enseignement supérieur », a-t-elle indiqué. Par la même occasion, le coordonnateur du système

des Nations unies au Congo, Abdourahamane Diallo, a réitéré l'engagement de son institution à accompagner le système éducatif congolais. Ce forum, a-t-il dit, « rejoint aussi une lecture plus globale de l'agenda 2030 du développement durable, l'agenda 2063 de l'Union africaine et au niveau de l'agenda 23, en particulier l'objectif du développement durable numéro 17, parce qu'il s'agit ici de transformer le partenariat en mécanisme de résultat ».

Le secrétaire général du Cames, Souleymane Konaté, ayant pris part à ces trois jours de travaux, a salué cette initiative de l'UDSN ainsi que le thème qui reflète la réalité d'autres universités africaines. « Partout en Afrique comme ailleurs dans le monde, l'université est appelée à se transformer. Elle doit passer d'une logique de simple transmission des savoirs à une logique de production de compétences, d'innovation



Les officiels/Adiac

et de création de valeurs. C'est dans ce contexte que le rapprochement entre l'université et le monde du travail n'est plus une option, il constitue une exigence stratégique », a-t-il affirmé.

A l'issue des échanges, les participants ont formulé dix recommandations, entre autres, l'accompagnement des universités pour favoriser l'employabilité du diplômé et le renforcement du module de formation à l'en-

trepreneuriat. Mettant un terme à ce forum, le président de l'UDSN, Ange Antoine Abena, a réitéré la « ferme volonté de toute la communauté universitaire de continuer à puiser au fond d'elle-même pour mettre en œuvre ses orientations pour une université panafricaine moderne et d'excellence ». Il a encouragé les participants à analyser minutieusement les recommandations formulées pour leur effectivité. « Nous

devons, au sortir d'ici, étudier la ou les meilleures méthodologies pour mettre en œuvre ces recommandations », a-t-il déclaré. Un appel au soutien des partenaires a été lancé avant de s'engager à faire participer des enseignants de l'UDSN aux Journées scientifiques qui se tiendront bientôt à Lomé au Togo. Ce forum, signalons-le, a précédé la célébration le 5 février du quinquennat de l'UDSN.

Fortuné Ibara

GRANDE FOIRE AGRICOLE DU CONGO

La SNPC aux avant-gardes

Lancée le 5 février par le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Gesso, la Grande foire agricole du Congo (Gfac) est un espace offert aux acteurs agricoles pour présenter au grand public leurs projets et leur savoir-faire. Parmi les dizaines de sociétés qui animent les stands, il y a la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC) qui présente son projet d'afforestation dénommé "Eco Zamba".

Placé dans un endroit stratégique, le stand de la SNPC attire le maximum de visiteurs. En son sein, on y trouve des milliers de plants d'acacias et d'eucalyptus produits dans le cadre du projet Eco Zamba, en cours de mise en œuvre depuis 2023 par l'opérateur historique pétrolier congolais.

Le projet prévoit, sur dix ans, de planter cinquante mille hectares de forêt d'acacias, d'eucalyptus clonal, des arbres fruitiers des agrumes autour des districts de Gamboma, dans le département de Nkéni-Alima; de Ngo, dans les Plateaux; et de Mpouya, dans le département de Djoué-Lefini.

Selon le coordonnateur d'Eco Zamba, Aymar Ebiou, interrogé sur les lieux, en deux ans de mise en œuvre du projet, 4 127 hectares ont été plantés, dont 100 exécutés au lancement du projet en 2023, et 3 127 en 2024. Cette année, a-t-il dit, 5000 hectares seront plantés lors d'une campagne spéciale qui sera lancée très prochainement.



Le personnel de la SNPC positionné pour accueillir le directeur général de la société, Maixent Raoul Ominga Adiac

questrer

son projet d'afforestation Eco Zamba, qui vise la plantation de 50 mille hectares. Le projet vise la séquestration d'un important puit de carbone afin de régler les problèmes climatiques », a précisé Aymar Ebiou.

Des milliers d'emplois créés et un puits de carbone à sé-

sols, de l'eau et améliore la qualité de l'air.

La mise en œuvre de ce projet a permis la création de milliers d'emplois. A ce stade du projet, a souligné le coordonnateur d'Eco Zamba, environ 1300 emplois sont créés, dont 300 permanents et 1000 temporaires. Ce nombre d'emplois augmentera au fur et à mesure que le projet prendra de l'ampleur. Porté par la SNPC, le projet Eco Zamba répond à l'appel à l'afforestation lancé par le président de la République, Denis Sassou N'Gesso, lors de la COP27 tenue du 6 au 18 novembre 2022 en Egypte. Il intègre la vision du gouvernement mis en œuvre par le Programme national d'afforestation et de reboisement. Eco Zamba adopte une approche de sylviculture régénératrice des sols et des écosystèmes forestiers, encourageant le développement des filières agricoles et du bois.

Firmin Oyé

Une initiative pour stimuler la production locale

Le président de la République, Denis Sassou N'Gesso, a ouvert, le 5 février au village Bambou-Mingali, dans le district d'Igné, département du Djoué-Léfini, la première édition de la Grande foire agricole du Congo (Gfac). L'objectif est de booster la production agricole locale, de valoriser le "Made in Congo", en vue de garantir la sécurité alimentaire.

La Gfac se tient du 5 au 15 février au village Bambou-Mingali, à environ 60 km au Nord de Brazzaville. Elle est organisée à l'initiative du chef de l'Etat, Denis Sassou N'Gesso,

ainsi qu'un pavillon réservé à la filière aviculture.

Sur le même site, il y est installé également une rangée spéciale dédiée aux petits ruminants, composée de six hangars de quatre stands chacun. A côté d'eux, on y trouve aussi un espace d'exposition des produits aquacoles, notamment des poissons vivants conservés dans des étangs artificiels. Il y a aussi plusieurs autres stands réservés aux produits finis d'agriculture tels que le farine de manioc, du chocolat, mais aussi des intrants agricoles.

Pendant dix jours, outre les expositions-ventes des produits, il est prévu des séances de démonstrations des techniques agricoles, des conférences-débats ainsi que des ateliers thématiques sur l'agriculture, l'élevage, la pêche et les changements climatiques qui causent préjudice sur les rendements agricoles.

La foire concentre en tout treize pavillons thématiques, disposés selon les filières agricoles. Il s'agit, entre autres, d'un pavillon d'exposition des bovins composé de vingt-six hangars et quatre stands chacun où on y trouve un échantillon de quelques dizaines de bœufs. Il y a aussi un pavillon réservé aux porcins comprenant six hangars de quatre stands chacun,



à promouvoir l'autosuffisance alimentaire, à stimuler la consommation locale et à réduire les importations. Dans son discours de circonsistance, le ministre en charge de

l'Agriculture, Paul Valentin Ngorbo, a insisté sur la consolidation des acquis agricoles et la souveraineté alimentaire, et plaidé pour la pérennisation des zones agricoles protégées. Par ail-

leurs, il a encouragé l'émergence interdépartementale, l'innovation, et valorisé la production locale afin de réduire les importations.

F.O.



ADIAC NEWSLETTER

L'information du Congo et de sa région en un **CLIC**

Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter et restez informés des principaux faits marquants de l'actualité.



SCANNEZ
LE QR CODE



**ABONNEZ-VOUS
GRATUITEMENT**

www.adiac-congo.com/content/newsletter

Brazzaville B4, boulevard Denis-Sassou-N'Gesso

Brazzaville - République du Congo

(+ 242) 05 532 01 09

info@lesdepechesdebrazzaville.fr



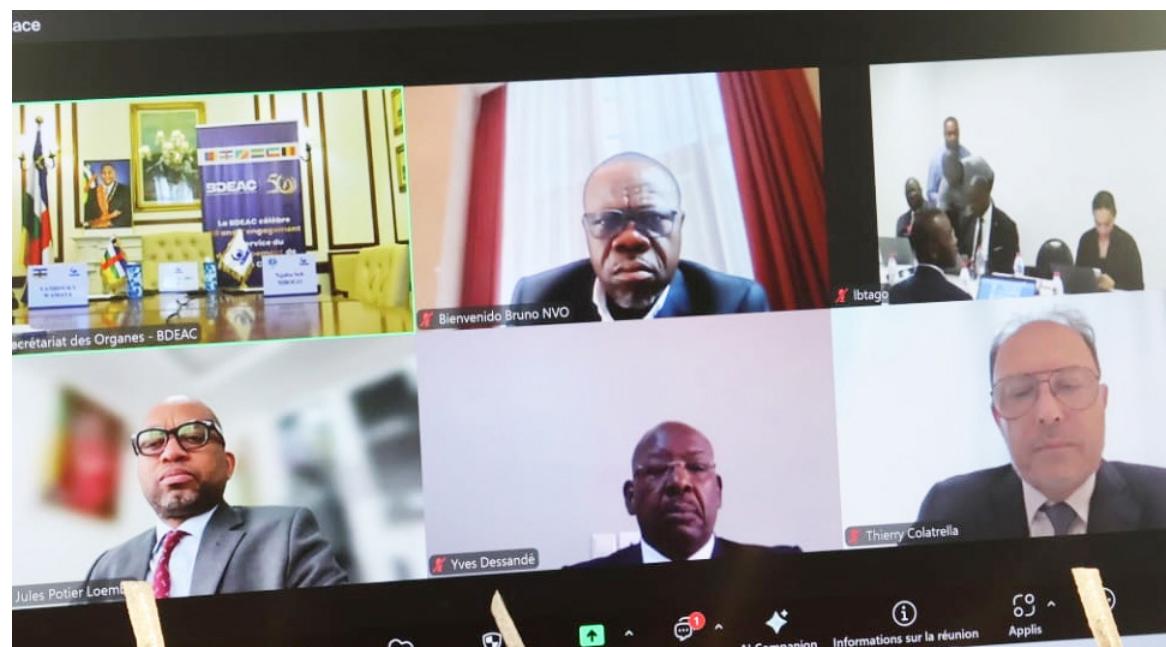
ZONE CÉMAC

La BDEAC consolide sa solidité financière et accélère l'investissement

Réuni le 3 février dernier, le Conseil d'administration de la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC) a adopté une série d'orientations stratégiques destinées à renforcer la solidité financière de l'institution et à accroître son impact dans la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac), dans un contexte marqué par l'obtention historique de sa première notation internationale.

Lors de la session ordinaire tenue en visioconférence sous la présidence d'Hervé Ndoba, ministre centrafricain des Finances et du Budget et président en exercice du Conseil d'administration, le Conseil d'administration a acté de nouvelles orientations stratégiques visant à consolider la crédibilité financière et le rôle régional de la BDEAC.

Au cœur des discussions, la récente notation attribuée par l'agence internationale Moody's. Une première pour la BDEAC. Cette reconnaissance constitue un tournant majeur pour l'institution financière sous-régionale. Elle renforce sa crédibilité auprès des investis-



Une capture d'écran de la réunion/DR

seurs et élargit son accès aux marchés internationaux, ouvrant ainsi la voie à une mobilisation accrue de ressources diversifiées et concessionnelles. Ces financements devraient soutenir les projets struc-

turants des États membres de la Cémac, notamment dans les infrastructures et la transformation économique.

Les administrateurs ont toutefois souligné que cette nouvelle visibilité im-

pose des exigences plus élevées en matière de gouvernance, de transparence et de gestion des risques. Ils ont salué les progrès enregistrés dans la mise en œuvre du plan stratégique 2023-2027 « Azobé

Gloria Imelda Lossele



Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale AVIS D'APPEL A CANDIDATURES

La Commission de la CEMAC lance des avis d'appel à candidatures pour le recrutement de consultants dans le cadre de la mise en place de l'Unité de Coordination et de gestion (UCGP) du Programme de sécurité sanitaire en Afrique de l'Ouest et du Centre (HeSP) qui sera basée au siège de la Commission à Bangui (RCA).jhbk

Les postes concernés par ces avis sont :

- 1- Un (e) Assistant (e) administratif (tive) ;
- 2- Un (e) Comptable ;
- 3- Un Spécialiste en Passation des Marchés ;
- 4- Un (e) Spécialiste en Communication et Gestion des Connaissances ;
- 5- Un (e) Spécialiste en Gestion financière.

Les avis complets contenant la description des postes, les profils des candidats et la constitution des dossiers sont disponibles en téléchargement à l'adresse de la Commission de la CEMAC :

<https://cemac.int/appels-offres/>

La date limite de réception des dossiers est fixée au 12 février 2026.

» et encouragé la direction à poursuivre la modernisation et la digitalisation des processus internes afin d'améliorer l'efficacité opérationnelle.

Parmi les orientations retenues figurent le renforcement de la liquidité de la banque, la consolidation des mécanismes de redéveloppement, l'optimisation de la gestion des risques et l'accélération de la mobilisation des ressources pour financer les investissements prioritaires de la sous-région. Pour Hervé Ndoba, ces décisions devraient consolider la solidité financière de la BDEAC et conforter son rôle moteur dans l'intégration économique en Afrique centrale.

PROCESSUS DU MAEP

Les membres de la commission nationale sensibilisés aux méthodes d'évaluation

La directrice générale du secrétariat continental du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (Maep), Marie-Antoinette Rose-Quatre, a organisé, le 3 février, à Brazzaville un atelier de sensibilisation des membres de la Commission nationale d'auto-évaluation au renforcement des méthodes d'évaluation dudit mécanisme au plan national.

L'atelier visait à clarifier le cadre du Maep et à renforcer la compréhension de son rôle et la responsabilité de chaque membre. Il a permis de créer un espace de dialogue ouvert, pratique et constitué entre le secteur continental et les acteurs nationaux directement impliqués dans le processus d'auto-évaluation. « *La Commission nationale constitue le cadre national de coordination, de concertation et de mobilisation de notre présence. Elle garantit l'utilité du processus et la crédibilité des travaux d'auto-évaluation* », a indiqué la directrice générale, Marie-Antoinette Rose-Quatre, qui a séjourné récemment à Brazzaville.



Les membres du Maep- Congo/Adiac

Dans son mot de circonstance, le président de la Commission nationale du Maep, Alain Akouala Atipault, a exprimé la détermination de son institution à réussir ce processus. Il s'est

félicité de l'organisation de cet atelier qu'il considère comme une étape cruciale pour renforcer les capacités des acteurs locaux et garantir une intégration africaine, conformément au rêve des

la participation du pays à ce processus qui garantit la bonne gouvernance des politiques publiques et la démocratie dans tous les pays africains. L'exercice a permis aux membres de la Commission et aux autorités présentes de porter un regard lucide sur le parcours du Congo et d'appuyer une identification claire de ses acquis, de ses forces et de ses défis à relever. Précisons que le processus du Maep couvre spécifiquement quatre domaines thématiques, à savoir la démocratie et la gouvernance politique ; la démocratie et la gestion économique ; la gouvernance d'entreprise et le développement durable.

Jean Pascal Mongo-Slyhmx

CENTRAFRIQUE

Le procès de François Bozizé s'annonce par contumace

L'ancien président centrafricain, François Bozizé, en exil en Guinée-Bissau, pourrait être jugé par contumace, offrant enfin aux victimes de longues années d'injustice la perspective d'un procès et d'une reconnaissance de leurs souffrances.

La Chambre d'instruction de la Cour pénale spéciale (CPS) a saisi la Chambre d'assises qui devrait annoncer prochainement la tenue d'une première audience. François Bozizé est poursuivi pour des actes commis dans la prison civile de Bangui et au Centre d'instruction militaire de Bossembelé, où il aurait fait interner, torturer et assassiner ses opposants. Ses trois coaccusés sont déjà incarcérés et leurs dossiers prêts à être jugés. Pour les victimes, la perspective d'une audience représente un soulagement. Maximilien Proson, ancien détenu, se remémore : « *Il faut que lui-même soit jugé et condamné. Nous qui ne sommes rien, on est venu nous arrêter sans procédure pénale, on nous a transférés et incarcérés dans la prison de Bossembelé pendant une année et demi* ». Il ajoute avoir perdu sa famille et son travail : « *Jusqu'à présent, ma vie n'est plus ce que j'ai eu à vivre auparavant* ».

De son côté, Francisco Oulibona, commerçant emprisonné à Bossembelé en 2010, explique : « *Dans mon procès-verbal, ils ont tenté de falsifier les faits, m'attribuant certains propos que je n'ai jamais tenus. J'ai refusé, mais le substitut du procureur m'a condamné. J'ai perdu mon capital et ma famille* ».

Un jugement par contumace probable

Les autorités bissau-guinéennes refusent d'extrader François Bozizé, malgré le mandat d'arrêt international délivré par la CPS. Gervais Bodagaye, chef de la division communication de la CPS, précise : « *François Bozizé sera jugé dans une affaire jointe. La Cour pénale spéciale va commettre un avocat d'office chargé de présenter des éléments permettant de décharger l'accusé* ». Les victimes continuent d'espérer que les autorités bissau-guinéennes reviennent sur leur décision, permettant à Bozizé de comparaître personnellement et d'assurer la transparence du procès.

Le jugement par contumace, bien qu'inédit, reste une étape décisive pour la justice en Centrafrique, marquant un moment crucial dans la lutte contre l'impunité et offrant enfin aux victimes la reconnaissance de leurs droits et souffrances.

Noël Ndong

ÉMILE GANKAMA

L'essentiel des échanges du président Denis Sassou N'Gesso avec les forces vives de la nation dans plusieurs départements du Congo

HOMMAGE À MGR BENOÎT GASSONGO

Un colloque international tenu au Palais des congrès de Brazzaville

Placé sous le patronage du ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Economie numérique, Léon Juste Ibombo, le colloque international sur la vie et l'oeuvre de Mgr Benoît Gassongo a tenu son pari durant trois jours dans la salle de conférences internationales du Palais des congrès de Brazzaville.

Tenu sur le thème «Vie et œuvre de Mgr Benoît Gassongo», le colloque international à connu à l'ouverture comme à la clôture la présence du président du Sénat, Pierre Ngolo, de quelques membres du gouvernement, du président de la Chambre de commerce de Brazzaville, des hommes de Dieu ainsi que des professeurs et enseignants-chercheurs. La rencontre scientifique et commémorative avait pour objectif de rendre un vibrant hommage à Benoît Gassongo, éminent homme d'Eglise, gardien et promoteur des valeurs culturelles et ancestrales. Dans une approche interdisciplinaire, les chercheurs et hommes de culture, venus de divers horizons, ont croisé leurs regards sur la vie et l'œuvre du prélat, un bel héritage laissé à l'Eglise, à la communauté savante et à l'ensemble de la société congolaise.

Donnant lecture du rapport final des travaux, le Pr Jean Félix Yekoka a souligné que sept panels ont été tenus. Le premier a porté sur «La vie sociale et missionnaire de Mgr Benoît Gassongo», sous la modération de Grégoire Lefouoba, professeur titulaire à l'Université Marien-Ngouabi, avec intervenants que sont Zéphirin Sah, Guy Richard Abongo Gama, Armeline Izis Ngantsio, Dreid Miché Kodia Mankesi et Brice Armand Ibombo. Le deuxième a été «L'œuvre de Mgr Benoît Gassongo et l'Eglise», sous la modération d'Anatole Mbanga, professeur titulaire à l'Université Marien-Ngouabi, avec cinq intervenants, à savoir Stévio



Le ministre Léon Juste Ibombo prononçant son discours de clôture/Adiac

Ulrich Baral-Angui, Destin F. Elenga Ndza, Alfred Mouezo Mbala, François Onday Akiera et Brejnev Ondzianga.

Le troisième panel, portant sur «Evangélisation de la Cuvette et ses environs», sous la modération de Clémence Ditengo, maître de conférences à l'Université Marien-Ngouabi, a eu quatre intervenants que sont Joseph Zidi, Richer Arnauld Obassi, Guytal Yeka-Yeka Okondza et Rallias Tchimbouka Ngoma. Le quatrième panel a porté sur «L'évangélisation des autres régions du Congo», sous la modération d'Evariste Dupont Boboto, professeur titulaire à l'Université Marien-Ngouabi, avec quatre intervenants: Serge Ruffin Kaya-Bilala, Lucien Niangui Goma, Hugues Gildas Makoki et Roland Kévin Oxene Bayarika. Le cinquième panel, portant sur «Sociétés, justice traditionnelle et résistances», a été modéré par Dominique Oba et Joachim Emmanuel Goma-Thethet, professeurs titulaires à l'Université Marien-Ngouabi, avec douze intervenants que sont Didier Ngalebaya,

Guy Armand Mampassi, Jean Félix Yekoka, Samuel Kidiba, Vianney J. Wolgon Yoka Elongo, Gervais Oula, Jenni Fati Mahoundi Milebo, Roland Christian Mbinda Nzaou, Daniel Oba, Amen Krishna Ndounia, Juste Farlez Akouélé Dimi, et Emmanuel Okamba.

Le sixième panel, portant sur «L'Eglise, l'Etat et la société congolaise», a été modéré par Guy-Roger Cyriac Gombet-Apondza, lui aussi professeur titulaire à l'Université Marien-Ngouabi. Il y a eu dix intervenants parmi lesquels Auguste Nsonissa, Martin Pariss Vounou, Michaël Ndoukou, Brant Maikheul Ntsika Mboungou, Aris Cristel Kibamba Kikoulou, Hermann Saint-Rosalys Tsati, Cris Emmanuel Bakouma Malanda, Méchek Gilmalik Eliezer Mbani, Edouard Bakembo Mayoukou, Ramsès Bongolo. Enfin, le septième panel a porté sur «Culture et littérature sur l'oeuvre de Benoît Gassongo» modéré par Bienvenu Boudimbou, maître de conférences, Université Marien-Ngouabi. Il a eu pour intervenants Isaac

Itoua, Fiston Gambia, Ornael Michael Djembo, Vanicia Jorcela Fridel Maria Milandou, Dieudonné Moukouamou Mouendo, Ghislain Méliodore Mvoula-Massamba, et Miguel Dorgelais Singuissa Biene.

Le parcours exceptionnel d'un évangéliste revisité avec rigueur et profondeur

Au terme des trois jours de réflexion et débats, les participants ont célébré scientifiquement Mgr Benoît Gassongo, prélat, éducateur, historien et chercheur dont l'engagement en faveur de l'éducation et de la culture congolaise inspire plusieurs générations. Ses publications offrent des perspectives nouvelles sur la culture Mbosi et favorisent la connaissance scientifique et culturelle. Les participants ont adopté des motions et des recommandations pour valoriser et poursuivre son héritage.

Clôturant ce colloque, le ministre Léon Juste Ibombo a indiqué qu'il a permis de revisiter avec rigueur et profondeur le parcours exceptionnel d'un évangéliste,

d'un intellectuel accompli et d'un écrivain fécond, dont l'œuvre demeure une référence majeure aussi bien pour le Congo que pour le continent africain. Il a réitéré sa gratitude au président de la République, Denis Sassou N'Gesso, pour son appui indéfectible ayant conduit au plus grand succès de ces travaux.

« Je demeure convaincu qu'une page de notre histoire à été rétablie et que de telle rencontre scientifique, sur la valorisation de nos héros et de nos valeurs ancestrales, devrait permettre aux Congolais de renforcer la culture de la paix et la culture de l'unité nationale, credo très cher au président de la République, chef de l'Etat, Denis Sassou N'Gesso », a déclaré le ministre Léon Juste Ibombo.

Pour la petite histoire, le 28 novembre 1958, c'est Mgr Benoît Gassongo qui prononça l'homélie lors de la proclamation de la République à la Basilique Sainte-Anne de Brazzaville. Un symbole fort: la spiritualité au service de la nation naissante. Notons que la leçon inaugurale intitulée : «Penser l'ancéstralité et l'éthique chez les Mbosi», a été donnée par le Pr Yvon-Pierre Ndongo Ibara, président du comité scientifique dudit colloque. La cérémonie de ce colloque dont l'organisation a été présidée par Mgr Armand Brice Ibombo, évêque du diocèse de Ouesso, dans la Sangha, a été agrémente par le groupe tradi-moderne Universal Sanza d'Ano de Kem'Oboura.

Bruno Zéphirin Okokana

Musée du Bassin du Congo
galerie CONGO ARTS ET EXPRESSIONS

VISITEZ LE
MUSÉE-GALERIE
DU BASSIN DU CONGO

L'ART
dans toutes ses expressions de la TRADITION à la MODERNITÉ

Expositions et projections :
 Sculptures
 Peintures
 Céramiques
 Musique



**APPEL A MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT
N°17/MPTEN/PATN-UCP/SC/SFQC/2026
SERVICES DE CONSULTANT**

Intitulé de la Mission : l'assistance technique a la restructuration institutionnelle et fonctionnelle de la direction générale des postes et télécommunications « DGPT »

N° de référence : CG-PATN-098-CS-QCBS-2025

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un financement de la Banque mondiale pour couvrir le coût du projet d'accélération de la transformation numérique (PATN) et a l'intention d'affecter une partie du produit à des services de consultant.

2. Les services de consultant (« les Services ») comprennent l'assistance technique a la restructuration institutionnelle et fonctionnelle de la direction générale des postes et télécommunications.

La Direction Générale des Postes et Télécommunications (DGPT) joue un rôle central dans la réglementation, la régulation, la planification et le développement des secteurs postaux et des télécommunications. Cependant, face à l'évolution rapide des technologies, à la libéralisation du secteur, à la convergence numérique, et aux exigences de performance publique, la structure actuelle de la DGPT présente des limites en termes d'efficacité, de coordination, de flexibilité et de capacité de réponses.

La mission se déroulera principalement à Brazzaville, République du Congo, avec des déplacements possibles dans les autres départements du pays, conformément aux termes de référence mentionnés dans le présent AMI.

Les Termes de Référence (TDR) de la mission sont disponibles à l'adresse indiquée ci-dessous.

3. L'Unité de Coordination du projet d'accélération de la transformation numérique (PATN) invite dès à présent les firmes de consultants admissibles (« Consultants ») à faire part de leur intérêt à fournir les Services. Les Consultants intéressés doivent fournir des informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et l'expérience pertinente pour exécuter les Services. Les critères de sélection d'une liste restreinte sont les suivants :

- Être reconnu en matière de stratégie institutionnelle, gouvernance des TIC, régulation postale et télécoms.
- Avoir une expérience avérée d'au moins 10 ans dans l'appui institutionnel aux administrations publiques ou aux autorités de régulation dans le domaine des postes, télécommunications et économie numérique.
- Justifier des références de missions similaires réalisées en Afrique ou dans des contextes comparables (pays émergents, transition numérique, réforme institutionnelle).

4. La liste restreinte comprendra au moins cinq (5) et au plus huit (8) cabinets répondant aux critères d'éligibilité conformé-

ment au paragraphe 7.17 du Règlement de passation des marchés pour les Emprunteurs de FPI.

L'attention des Consultants intéressés est attirée sur la Section III, paragraphes, 3.14, 3.16 et 3.17 du « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs de FPI » de la Banque mondiale, juillet 2016, révisée en novembre 2017, août 2018, novembre 2020, septembre 2023 et février 2025 (« Règlement de Passation des Marchés »), qui énonce la politique de la Banque mondiale en matière de conflits d'intérêts.

5. Les Consultants peuvent s'associer à d'autres firmes pour améliorer leurs qualifications, mais ils doivent indiquer clairement si l'association prend la forme d'un groupement et/ou d'une sous-traitance. Dans le cas d'un groupement, tous les membres du groupement d'entreprises seront solidairement responsables de l'ensemble du contrat, s'ils sont sélectionnés.

6. Un Consultant sera sélectionné en accord avec les procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés et qui sera expressément énoncé dans la Demande de Propositions.

7. Des informations supplémentaires peuvent être obtenues à l'adresse ci-dessous pendant les heures de bureau, de 8 heures à 12 heures et de 13 heures à 16 heures (heures locales), du lundi au vendredi.

8. Les manifestations d'intérêt doivent être fournies par écrit à l'adresse ci-dessous au plus tard le 23 février 2026.

Projet d'accélération de la transformation numérique (PATN)
À l'attention de : Michel NGAKALA, Coordonnateur du PATN
Siège : 254, Avenue Prosper GANDZION, à côté de l'ambassade du Rwanda, centre-ville, arrondissement 3 Poto-Poto, Brazzaville, République du Congo

Téléphone : (+242) 05 079 21 21
E-mail : marchespatn@gmail.com

Fait à Brazzaville, le 05 février 2025.

Le Coordonnateur

Michel NGAKALA

ART PICTURAL

Des artistes peintres formés à la gestion de leur métier

L'école de peinture de Poto-Poto à Brazzaville a servi de cadre, les 6 et 7 février, pour les professionnels et les amateurs du pinceau, à une master class sur le thème « La profession d'artiste peintre : compétences pratiques à la gestion de la carrière »

Organisée par le directeur général des Arts et des Lettres, Alphonse Chardin N'Kala, la formation à laquelle ont participé plusieurs encadreurs nationaux et internationaux avait pour objectif principal de fournir aux participants les outils nécessaires pour développer une carrière réussie en tant qu'artiste peintre, en abordant les aspects pratiques de la création artistique ainsi que la gestion et la promotion de leur travail. « Etre peintre, ce n'est pas seulement manier des pinceaux et des pigments, c'est aussi savoir qu'il s'agit d'un métier à valoriser, c'est-à-dire une activité professionnelle exercée en vue



Photo de famille/Adiac

d'une rémunération », a déclaré le directeur général des Arts et des Lettres.

Pendant deux jours, la formation a tourné autour de plusieurs axes managériaux, notamment la gestion d'un artiste peintre ; l'élaboration d'un dossier d'artiste ; la préparation d'une toile selon les normes ; la promotion de l'artiste. Elle a permis, en outre, aux participants de savoir comment créer un projet ; comment faire ses recherches et de connaître les fondamentaux du droit d'auteur, notamment comment gérer et protéger ses œuvres. Elle se poursuivra à Pointe-Noire, ont annoncé les organisateurs.

Jean Pascal Mongo-Slyhm

LANGUES VIVANTES ÉTRANGÈRES

Un cadre pour apprendre l'anglais installé au lycée de la Révolution

L'Association congolaise des enseignants des langues étrangères (Acele) a procédé récemment, en collaboration avec Fulbright alumni et les enseignants des langues vivantes étrangères du lycée de la Révolution, à l'installation d'un club d'anglais à cet établissement.

Le club est ouvert aux apprenants du lycée de la Révolution, à Brazzaville, et à toute personne désireuse de pratiquer l'anglais parlé. « Le but de l'installation des clubs d'anglais dans les établissements publics à Brazzaville est de promouvoir l'anglais parlé au secondaire », a souligné le président de l'Acele, Bovid Chrishiler Atouta.

Il a également exprimé le souhait l'Acele de réaliser des projets communautaires tels la protection de l'environnement, la promotion des activités bénévoles et volontaires à l'école et dans les endroits publics, la promotion des valeurs civiques et morales, entre autres..

Parfait Wilfried Douniama



FOOTBALL

Les résultats des Diables rouges et des Congolais de la diaspora

Angleterre, 26e journée, 2e division

Mardi soir, Christ Makosso était titularisé pour le déplacement d'Oxford à Sheffield United (1-3). Un peu court sur le premier but adverse, un peu tendre sur le second, il a été averti à la 80e minute.

Chypre, 15e journée, 1re division

Sans Mons Bassoumina, resté sur le banc, Pafos bat l'Apoel Nicosie 2-0.

Italie, quart de finale de la Coppa

Niels Nkounkou est entré à la 86e minute lors de l'élimination du Torino sur le terrain de l'Inter Milan (1-2).

Malte, 20e journée de la deuxième phase, 1re division

Marsaxlokk est tenu en échec par Sliema (1-1), sans Christoffer Mafoumbi, blessé, ni Juvhel Tsoumou, absent.

Pays-Bas, quart de finale de la Coupe

Nimègue se qualifie aux dépens de Volendam (1-0), avec Brayann Pereira titulaire dans le couloir droit de la défense.

Turquie, 3e journée de la phase de ligue de la Coupe

Samsunspor bat Bodrumspor 2-0. Remplaçant, Antoine Makoumbou est entré à la pause, alors que son équipe était tenue en échec.

Alanyaspor soumet Boluspor 4-0. Gaïus Makouta a fait son apparition à la 74e minute alors que le score était fait.

Sans Yhoan Andzouana, blessé à la cheville, Konyaspor corrige Aliaga (5-0).

Camille Delourme

NÉCROLOGIE

Les enfants Malonga, les familles Nsomi-Mbemba et Yala-Loumbou, ont la profonde douleur d'annoncer aux amis et connaissances, aux ressortissants du village Mbamou, à l'office des anciens combattants et victimes de guerre du Congo, à la première classe du premier bataillon para-commando des FAC

Le décès de leur père, fils, oncle, neveu, grand-père, arrière-père, Alphonse Malonga, ancien combattant, militaire des FAC à la retraite (classe 1961), membre du premier bataillon de para-commando des FAC.

Décès survenu le lundi 2 février 2026 au CHU de suite d'un AVC.

La veillée mortuaire se tient au domicile du défunt sis rue MALONGA Écoute N°27 non loin de l'écoute primaire Malonga écoute, quartier Moukoundzi Ngouaka.

Le programme de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.



POINTE-NOIRE

Lancement du chargement de la première cargaison du GNL

Le président de la République, Denis Sassou N'Gesso, a lancé le 7 février, dans la capitale économique, le chargement de la première cargaison du gaz naturel liquéfié (GNL) d'Eni Congo.

La cérémonie s'est déroulée en présence de l'ancien président du Nigeria Olusengun Obasanjo, du président directeur général (PDG) du groupe ENI Claudio Descalzi, de l'homme d'affaires nigérian Aliko Dangote, président du groupe éponyme, du président de la Confédération africaine de football, Patrice Motsepe, des corps constitués départementaux, nationaux et étrangers.

Peu avant le coup d'envoi du chargement de la cargaison dans l'unité flottante Nguya FLNG, le PDG d'ENI a indiqué qu'« aujourd'hui nous célébrons un moment historique de la République du Congo avec le projet GNL ». « Ce projet incarne l'alliance stratégique entre le Congo et ENI », a-t-il déclaré.

Selon lui, la décision prise par les deux parties d'investir dans le projet a permis de faire du gaz un levier économique. Au total, 2400 millions de tonnes sont chargées dans le navire.

Avec ce chargement, la produc-



Le couple présidentiel, les membres du gouvernement et les partenaires/Adiac

tion nationale du GNL sera portée à 3000 millions de tonnes par an, soit 4,5 milliards de mètres cubes de gaz par an. La société ENI Congo ambitionne d'atteindre une production de 20 millions de tonnes par an d'ici

à l'an 2030. « Quand on s'engage, on le fait en toute sécurité », a signifié Claudio Descalzi poursuivant que le projet a valu plus de 60 millions d'heures de travail sans enregistrer d'accident au Congo et à l'étranger.

Le Congo fait désormais partie du cercle restreint des pays producteurs et exportateurs de pétrole et du gaz. Prenant la parole à son tour, le ministre des Hydrocarbures, Bruno Jean Richard Itoua, a fait savoir que

cette initiative a permis de créer des emplois, d'assurer le transfert des compétences et d'apporter une contribution importante à la production gazière nationale.

Christian Brice Elion

VISITE GUIDÉE

Raoul Maixent Ominga au site SNPC Aviation de Pointe-Noire

Accueilli par le directeur Aval pétrolier, Karl Rogatien Ngakala et ses collègues, Raoul Maixent Ominga, directeur général de la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC), a visité les nouveaux équipements roulants récemment livrés et installés au périmètre SNPC Aviation de l'aéroport Antonio-Agostinho-Neto de Pointe-Noire.

Au cours de la visite guidée, Maixent Raoul Ominga a pu se rendre compte de visu de l'état général des nouveaux équipements. Cette récente livraison à la SNPC Aviation est constituée en grande partie de véhicules de transport massif « JET A-1 carburant de type kérósène » appelés, dans le jargon du métier, des bridgeurs, véhicules ayant une envergure importante de l'ordre de 35 000 litres chacun. Egale-ment dans le lot, six nouveaux véhicules de ravitaillement permettant de charger du « JET A-1 » en carburant au dépôt dans la zone d'exploitation.

Concernant leur rôle à jouer dans ce dispositif, ces véhicules sont destinés à charger en carburant les avions stationnés sur la plateforme afin de leur permettre d'effectuer leurs rotations périodiques, au départ de Pointe-Noire à destination de Brazzaville, mais aussi au départ de Pointe-Noire à destination des aéroports internationaux. Puis, dans un futur proche, les aéroports d'Ollombo et ceux de l'intérieur du pays.

Ce nouveau dispositif ouvre des avantages par rapport au gain

de temps. « Nous avons désormais renforcé significativement la capacité de livraison simultanée des différentes compagnies aériennes qui ont leurs aéronefs en attente sur la plateforme de Pointe-Noire », a expliqué Karl Rogatien Ngakala, heureux d'avoir reçu les encouragements de la part de son directeur général qui l'a incité à travailler davantage d'une manière collégiale avec ses équipes pour des résultats de plus en plus importants. « Nous sommes dans le processus de certification qui permet aux agences régionales ou internationales de noter les évolutions significatives de la République du Congo en matière d'équipements de logistique de transport, mais également en matière d'adhésion pleine aux mesures prises au niveau national, sous-régional et international en ce qui concerne les problématiques d'aviation. Cela porte sur la qualité, sur la sûreté, sur la sécurité, sur la satisfaction de la clientèle, sur la mise à niveau des standards : des standards qui soient conformes



aux meilleures pratiques en la matière », a poursuivi Karl Rogatien Ngakala.

En fin de présentation, il a confié que les équipes de la SNPC demeurent en alerte quant aux directives de leur direction, engagées, mobilisées à aller au bout des missions à remplir en rapport avec ces acquisitions et au-delà en ce qui concerne les consommables et les problématiques à gérer en matière d'analyse qualité.

« Nous avons, sur cet aspect

des choses, le laboratoire Coraf qui est le laboratoire national, l'expert national pour l'analyse de qualité. A la SNPC, nous avons évidemment la réalisation des tests courts qui permettent, en plus des analyses au quotidien, de prendre la jauge du niveau de la qualité de produits afin d'être certains que ce qui est mis à bord des aéronefs est à 100 % conforme à l'intégrité du carburant du JET

Maixent Raoul Ominga visitant le site/DR A-1. Ce qui nous permet de rendre compte aujourd'hui, d'une façon significative, de la capacité et de l'évolution logistique de la SNPC, de sa qualité de service pour le plus grand bien de nos clients, les compagnies aériennes qui exploitent les lignes domestiques et internationales au départ des aéroports de la République du Congo », a conclu Karl Rogatien Ngakala.

Marie Alfred Ngoma